Régisseur d'œuvres : enjeux d'un métier émergent et perspectives de professionnalisation

Collections registrars, an emerging competence with perspectives of professionalisation

Sophie Daynes-Diallo, Hélène Perrel et Hélène Vassal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/13705>

DOI : 10.4000/insitu.13705

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Sophie Daynes-Diallo, Hélène Perrel et Hélène Vassal, « Régisseur d'œuvres : enjeux d'un métier émergent et perspectives de professionnalisation », *In Situ* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 29 septembre 2016, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/13705> ; DOI : 10.4000/insitu.13705

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Régisseur d'œuvres : enjeux d'un métier émergent et perspectives de professionnalisation

Collections registrars, an emerging competence with perspectives of professionalisation

Sophie Daynes-Diallo, Hélène Perrel et Hélène Vassal

- 1 En 2001, invitées aux journées-débats de l'ARAFU consacrées aux métiers de la conservation préventive, nous définissions le métier du régisseur d'œuvres comme un « nouveau métier¹ », fonction émergente dont nous tentions de définir les contours et les limites. Nous en esquissons le portrait et dégagions les savoirs et savoir-faire afférents, remarquant la reconnaissance institutionnelle forte notamment portée par le service des Musées de France (ancienne direction des Musées de France), période de maturation du métier : définition des tâches et activités du régisseur par l'Observatoire des métiers en 2000, intégration d'une option « régie d'œuvres » au concours de chargé d'études documentaires en 1999², premiers séminaires³ consacrés aux métiers, premières conférences⁴, structuration en association professionnelle⁵.
- 2 Cette reconnaissance trouvait sa source dans l'émergence forte à la fin des années 1980 de métiers « supports » au musée, convergence d'une hyperspécialisation des métiers de la culture et du patrimoine et d'une professionnalisation de plus en plus importante portée par un modèle anglo-saxon, considéré comme la référence, celui du « registrar ».
- 3 La fonction de régisseur est en effet née avec l'émergence du musée moderne au XVIII^e siècle, en Europe comme aux États-Unis et en particulier avec la notion d'inventaire et de catalogage des collections. Cette fonction est donc naturellement et originellement rattachée à la figure de la personne chargée de la rédaction et de la tenue de l'inventaire et du catalogue de la collection : le plus souvent un scientifique doublé d'un gardien, en France le *conservateur*, « celui qui conserve et étudie ». Le métier de régisseur – dans l'acception actuelle – n'a en revanche émergé qu'à la fin du XX^e siècle⁶.

- 4 Dans le monde anglo-saxon, si l'on peut en effet dater la naissance de l'actuel métier de régisseur d'œuvres aux États-Unis à l'aube du xx^e siècle, ce dernier a dû attendre les années 1950 pour connaître sa montée en force. La première version du *Museum Registration Methods* (MRM), l'imposant et incontournable manuel des régisseurs américains, date en effet de 1958, leur comité à l'association américaine des musées (AAM) – *the registrars committee* – date quant à lui de 1976 ; le *UK registrars group*, son pendant britannique, fut créé en 1970.
- 5 Aujourd'hui gestionnaire des collections et responsable de l'inventaire et du récolement, le « *registrar* » anglo-saxon tire son appellation de sa fonction originelle : celle de la tenue, sous la responsabilité du conservateur (*curator*) ou du scientifique, de l'inventaire : *the register*. Ses fonctions élargies et responsabilisées, et son autonomie par rapport au conservateur acquise, le *registrar* actuel possède un panel extrêmement large de missions, mais la tenue du registre d'inventaire (ou enregistrement) est demeurée au centre de celles-ci.
- 6 L'évolution de la fonction et sa montée en puissance sont notamment redevables du développement, au début des années 1970 dans le monde muséal américain, du concept d'accréditation (*accreditation*, comparable au label « musée de France », qui donne droit à des avantages fiscaux et/ou des subventions de l'État suite au *Belmont Report: the Conditions and Needs of Americans Museums*⁷) qui fit suite à l'intérêt croissant, à partir des années 1950, de la question des normes muséales. En effet, ce dernier mettant au premier rang des caractéristiques essentielles pour l'obtention du statut de musée accrédité la notion d'entretien des collections (*care of the collections*), la fonction de régisseur prit brutalement une importance capitale : elle devenait l'outil essentiel de la rationalisation nécessaire des collections qui les rendrait exploitables, cohérentes, diffusables⁸. Ce mouvement éleva en outre la figure du restaurateur (*conservator*), et induit la rédaction – sous la responsabilité et l'autorité des régisseurs – des politiques de gestion et d'entretien des collections dans chaque musée.
- 7 Aujourd'hui, la définition des missions du régisseur est celle, telle qu'énoncée en juin 1984 par le *Code of Ethics for Registrars* du *Registrars Committee*, remise à jour dans le code d'éthique des régisseurs, avec une pratique volontiers tournée vers la logistique⁹.
- 8 Il est intéressant de noter qu'au moment où les *registrars* américains se dotent d'un code déontologique, dans une période caractérisée par la montée en puissance de la normalisation (*standardization*), émerge au début des années 1980 un modèle européen de régisseur, d'abord anglais puis français.
- 9 En France, l'enjeu porté par le métier du régisseur d'œuvres est tout autre, dans un contexte où domine historiquement dans le monde des musées la figure tutélaire du conservateur, responsable en titre notamment de l'inventaire des collections¹⁰.
- 10 On retiendra ici la formation des premiers services et postes de régisseur, souvent portés par une vision volontiers moderniste de leurs chefs d'établissements : musées et établissements nationaux d'abord (Centre Pompidou dès 1977, puis musée d'Orsay, musée du Louvre, musée des Arts décoratifs, musée Guimet), puis dans les musées territoriaux (musée d'Art moderne de la Ville de Paris, musées de Grenoble, Saint-Étienne, Lille, Toulouse, Strasbourg, Marseille...), dans les collections publiques comme les Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC), la Réunion des musées nationaux (RMN), les centres d'art (Le magasin à Grenoble) et les lieux de diffusion de l'art en France, publics

comme privés (galerie nationale du Jeu de paume, Fondation Cartier, Fondation Yves Saint Laurent Pierre Bergé, Fondation Louis Vuitton plus récemment...).

- 11 La professionnalisation des premiers régisseurs français sera néanmoins largement stimulée par le contexte des années 1990/2000 : mondialisation des prêts d'œuvres¹¹, multiplication doublée d'une complexification des expositions temporaires¹², intérêt de plus en plus fort porté au patrimoine allant de pair avec un souci accru de sa conservation matérielle (Grands Chantiers, phénomène de « muséomania »), logique de « marque » (centre Pompidou-Metz, projet du Louvre-Lens...) et de « mise en marché » des musées selon la formulation de François Mairesse¹³ et enfin, définition de nouvelles méthodes de travail afin de mieux maîtriser délais, coûts et risques liés aux mouvements d'œuvres.
- 12 Dans ce contexte, les services de « régie des œuvres » ou de « gestion des collections » se structurent de mieux en mieux, stimulés à la fois par la mise en adéquation des moyens techniques (informatique notamment) et le dynamisme des activités liées aux flux d'objets : prêts, accrochages des collections permanentes, restaurations, gestion de réserves externalisées, expositions, démarches de normalisation¹⁴, etc.
- 13 Quinze ans plus tard, le constat peut être fait que le cœur des missions du régisseur n'a pas changé. Ses trois grandes missions, définies au début des années 2000 par l'Observatoire des métiers, restent d'actualité :
- 14 - la planification et la gestion des opérations liées aux mouvements d'œuvres sur le plan technique, administratif et financier,
- 15 - l'encadrement et la mise en place, le montage et le démontage des expositions dont il a la responsabilité technique,
- 16 - l'évaluation des risques liés aux mouvements d'œuvres par l'application des prescriptions de conservation préventive en veillant au respect des conditions de sécurité dans le cadre des expositions qu'il met en œuvre ou des collections qu'il gère.
- 17 Le référentiel de l'ICTOP, Comité international chargé des professions des musées au sein de l'ICOM, émis en 2008 a, par ailleurs, récemment confirmé ce cadre de mission des régisseurs d'œuvres sur le plan européen¹⁵.
- 18 Le régisseur peut être ainsi considéré comme un « logisticien-préventeur », qui anticipe, prépare, contrôle et gère le flux des objets, un gestionnaire du risque appliqué aux mouvements d'œuvres.
- 19 Dans le contexte de son exercice, le régisseur communique alors avec l'intégralité de la « famille muséale¹⁶ » : directeurs, conservateurs, commissaires d'exposition, collectionneurs et mécènes, architectes, scénographes, documentalistes, restaurateurs, photographes, installateurs, marbriers, emballeurs, transporteurs, socleurs et monteurs d'œuvres d'art, encadreurs, courtiers et assureurs, équipes techniques (électriciens, plombiers, chauffagistes...), agents d'accueil et de surveillance, agents de maintenance (entretien, sûreté, sécurité), agents et forces de sécurité, douaniers... Inutile de préciser que la fonction exige donc une certaine capacité à communiquer, à gérer et à encadrer. La régie est un travail d'équipe, un effort collectif, elle s'adresse donc à des personnalités qui tirent une satisfaction de valeurs et d'efforts partagés¹⁷.
- 20 La fonction de régisseur, de par la nature de ses activités, se situe donc dans plusieurs champs de compétences : technique, scientifique, et administratif. Elle implique de ce fait une pluridisciplinarité de connaissances et une grande polyvalence. Hautement qualifiée,

partageant la formation des conservateurs dans un certain nombre de pays, elle possède également, à niveau master, ses propres voies diplômantes.

- 21 En termes de compétences et de connaissances, on attend donc d'un régisseur :
- 22 - la connaissance de l'histoire des collections et de l'histoire de l'art,
- 23 - la connaissance matérielle des œuvres, des matériaux constitutifs et des matériaux, matériels et moyens de conservation,
- 24 - la connaissance de la conservation préventive et la compétence à la faire appliquer : précautions à prendre, gestes indispensables à respecter, procédures,
- 25 - un socle de connaissances et de compétences en gestion et administration publique : connaissances des procédures juridiques appropriées pour tout ce qui est afférent à la gestion du mouvement des œuvres (passation des marchés, rédaction des cahiers de charges, des contrats de prêt...),
- 26 - la maîtrise des outils documentaires : liés à la nécessaire connaissance de l'inventaire des collections et ses applications technologiques,
- 27 - la maîtrise d'au moins une langue étrangère.
- 28 Au-delà de la reconnaissance acquise et des contours du métier qui paraissent aujourd'hui bien dessinés, nous soulignerons ici quelques évolutions récentes, révélatrices de changements plus profonds à venir.

Une spécialisation affirmée : l'utilisation des technologies de l'information au service de la régie des œuvres

- 29 Encore récemment, il n'existait pas d'outil informatique permettant de gérer à la fois les données « scientifiques » et les mouvements d'œuvres, la partie consacrée à la gestion des collections restant le plus souvent embryonnaire ou au mieux sous-exploitée. Le musée du Quai Branly fut le premier établissement à développer un outil permettant de traiter les deux types de données. Historiquement, le chantier des collections initié en 2001 permit le traitement en masse des objets de la collection, faisant ainsi émerger les questions devenues classiques aujourd'hui de « traçabilité », « logistique », « chaîne de traitement », « récolement ».
- 30 La gestion des activités de régie¹⁸ revêt désormais des approches matérielles, techniques, administratives et juridiques où l'outil informatique devient central. Aujourd'hui, c'est tout un système documentaire qui se structure autour du prêt et permet notamment l'élaboration de documents types¹⁹ facilitant le déroulement quotidien des activités liées à la gestion des flux.

L'émergence de formations diplômantes et professionnalisantes

- 31 La création du premier master spécialisé en régie des œuvres à l'École du Louvre en 2006 a pu combler un vide dans la formation appliquée au domaine. Même si les années 2000 furent marquées par de nombreuses initiatives associatives ou institutionnelles dans le domaine de la formation continue, on doit à l'École du Louvre d'avoir été la première à

inscrire la régie au même titre que la documentation dans son enseignement. Dans ce cadre a pu être mis en œuvre un programme d'enseignements offrant aux étudiants (vingt par promotion annuelle) la richesse d'un angle de vue global des métiers du patrimoine en rapport avec la connaissance et la conservation de l'œuvre d'art en mouvement.

- 32 Il est rapidement apparu que l'intérêt de la formation résidait dans l'apport d'« outils-métiers » permettant aux étudiants ayant un bagage de quatre années d'histoire de l'art et de muséologie de prendre possession de savoirs pratiques au service des collections.
- 33 On retiendra que, dans ce sillage, plusieurs universités ont créé des formations diplômantes de troisième cycle appliquées au domaine : l'université Jules Verne de Picardie (master professionnel mention arts – spécialité régie des œuvres et montage des expositions), l'université Michel de Montaigne – Bordeaux III (master professionnel en régie des œuvres et médiation de l'architecture et du patrimoine) ou bien encore l'université Jean Jaurès à Toulouse, Master métiers de l'art : régie des œuvres et documentation.
- 34 À cela s'ajoutent les formations ponctuelles, post-recrutement et continues de l'INP (Institut national du patrimoine), de la DGPAT (direction générale des Patrimoines), relais du SMF (service des Musées de France), du CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale) et des formations spécifiques au monde de l'art contemporain (CIPAC, Art2day) ou plus pointues (ARAAFU) qui se sont multipliées et annualisées.

La formalisation du cadre d'emploi, ouvrant la voie du recrutement dit statutaire

Mode de recrutement statutaire d'État, de cadre A, dans la filière culture

- 35 À défaut d'avoir pu créer un véritable cadre d'emploi, les régisseurs d'œuvres d'art des collections de l'État sont recrutés depuis 1997 sur le concours des chargés d'études documentaires qui recrute également les archivistes et les documentalistes. En l'absence d'un corps, les régisseurs ont néanmoins obtenu ainsi une reconnaissance professionnelle officielle de l'existence et du besoin croissant de régisseurs d'œuvres statutaires et qualifiés²⁰. En outre, on a pu constater l'apparition de fiches dédiées dans la dernière édition du Répertoire interministériel des métiers (RIME) ainsi que dans le Répertoire des métiers du ministère de la Culture²¹.

Mode de recrutement pour les collectivités territoriales

- 36 Les régisseurs sont également recrutés, désormais officiellement, par les concours d'assistants et d'assistants qualifiés et d'attachés de conservation du patrimoine et des bibliothèques des collectivités territoriales (de catégories B et A)²².

Mode de recrutement dans le domaine privé²³

- 37 Le métier de régisseur apparaît en effet désormais, depuis le printemps 2011, au registre de l'agence nationale pour l'emploi (Pôle Emploi), le ROME, ce qui permet d'identifier le métier dans tous les domaines d'activités, publics comme privés²⁴.

Le partage de segments d'activités entre restaurateurs, régisseurs, documentalistes

- 38 En mars 2002 l'hétérogénéité des missions en réserve nous amenait à penser que « régisseurs et conservateurs-restaurateurs devraient pouvoir former un binôme de la conservation préventive avec une responsabilité partagée sur la gestion de la réserve et de ses critères d'accessibilité²⁵ ».
- 39 La pression aujourd'hui exercée quotidiennement sur les métiers autour des collections en mouvement a été depuis l'occasion de renforcer ce binôme et de repenser l'activité autour des œuvres dans une relation de complémentarité des compétences.
- 40 Deux exemples peuvent illustrer ce phénomène :
- 41 Le chevauchement de compétences et le partage de domaines sont avérés en matière d'art contemporain. Comme Yvan Clouteau l'écrit justement²⁶, le contexte de maintenance, comme « plan sur lequel se déploient à partir de l'œuvre, des médiations techniques et humaines » génère un partage de compétences et d'informations dans chaque domaine (conservation, documentation, installation...).
- 42 La production des expositions temporaires, parce qu'elle induit une relation dynamique aux œuvres, met elle aussi en valeur des compétences multiples et par nécessité complémentaires. Dans ce cadre, le régisseur, situé au cœur du processus de réalisation, conscient de la vulnérabilité du patrimoine et du chemin critique pour parvenir à la mise en exposition éphémère des « expôts²⁷ » est amené à jouer un rôle central par sa capacité à gérer du risque, par sa maîtrise des processus de décision et sa capacité à générer en équipe du compromis dans la gestion du projet.
- 43 La réponse organisationnelle passe donc bien par le partage raisonné des tâches autour d'une certaine culture du risque et/ou de l'erreur dont le régisseur se fait petit à petit le garant. Restaurateurs et régisseur peuvent dans ce cadre concilier des segments d'activité, comme le montre l'exemple d'un accrochage d'œuvres complexes dans les salles contemporaines du Centre Pompidou²⁸, tout comme ils peuvent partager avec la documentation rationalisation et exploitation des données utiles à une décision de prêt.
- 44 En conclusion, si le métier existe désormais, qu'il est reconnu et qu'il dispose de cursus de formation et de débouchés, il n'est pour autant pas encore « établi » comme il le faudrait. La nécessité d'une plus grande cohérence dans le statut et les cadres d'emploi est nécessaire, elle verra peut-être le jour suite au contre-coup de la réforme générale des politiques publiques de l'État qui est en cours, et en particulier au ministère de la Culture. Celle-ci vise à rationaliser les administrations de l'État au travers notamment de la diminution du nombre de corps d'emploi qui remettent en question la définition des différents métiers des serviteurs de l'État. Par ailleurs, le monde de l'art contemporain travaille actuellement à la mise au point de « fiches métier » permettant à la fois de définir un cadre de compétences et d'en déduire la traduction en termes de carrière.

L'exemple mériterait certainement d'être suivi, dans la perspective d'une concertation plus générale avec les différents métiers de la conservation...

- 45 La régie des œuvres est donc un métier en pleine éclosion, c'est aussi l'un des éléments qui le rendent si séduisant et qui favorisent par ailleurs un état d'esprit très ouvert, communicatif et souvent pétri d'activisme au sein de la fonction. Il faut dire que le jeu en vaut la chandelle car nulle part ailleurs qu'à la régie des œuvres on n'embrasse mieux les collections, leur diversité et leur matérialité, ainsi que la diversité et l'activité du monde muséal. C'est un point de vue privilégié, unique, excitant et en mutation constante !
- 46 En cela le métier de régisseur est déjà en devenir, accompagnant une ère de changement profond des musées dans lequel la gestion du risque, la polyvalence et l'adaptabilité permanente sont les qualités indispensables d'une pratique concertée de la conservation.

NOTES

1. - VASSAL, Hélène. « Les nouveaux métiers de la conservation préventive : le régisseur d'œuvres d'art ». Journée-débat, DESS de conservation préventive 1999-2000, Université de Paris1. *Cahier technique de l'ARAFU*, n° 6, avril 2001, p. 126-129.
2. - Arrêté du 8 novembre 1999.
3. - 2^e congrès interprofessionnel de l'Art contemporain (CIPAC), « L'art, une éducation à faire », Tours, 1998 ; « Conservateurs du patrimoine, un métier pour le 3^e millénaire », Paris, Sénat, mars 1998 ; « Les nouveaux métiers du patrimoine et de la conservation préventive », Paris I Panthéon-Sorbonne, avril 2000.
4. - Citons, parmi d'autres, les Conférences européennes des régisseurs d'œuvres d'art à Londres en 1998 et à Paris en 2000.
5. - Création de l'association française des régisseurs d'œuvres d'art français en 1997.
6. - On remarque néanmoins une mention très précoce de la distinction des fonctions de *curator* et de *registrar* aux États-Unis (Metropolitan Museum of Art puis Museum of Fine arts de Boston) dès 1906 où la fonction d'*assistant curator* est abolie au profit de celle de *registrar of the museum*, puis une définition de fonction relativement moderne dès 1925 (année du 1^{er} *Code of ethics for Museum Workers* américain).
7. - Étude conduite en 1967 sur le statut des musées américains par le Conseil fédéral des arts et humanités à la demande du président Johnson avec l'objectif de trouver une manière de les rationaliser et de les soutenir, assez comparables aux rapports Richert et Bady en France. Voir l'historique de la profession dans BUCK, Rebecca A., GILMORE, Jean Allman. *Museum Registration Methods*. Washington DC : American Association of Museums, 5^e éd., 2010 (MRM5).
8. - CASE, Mary (ed.). *Registrars on Record. Essays on Museum Collections Management*. Washington DC : Registrars Committee of the American Association of Museums, 1988.
9. - Les régisseurs ont « de larges responsabilités dans le développement et le renforcement des politiques et des procédures concernant l'acquisition, l'administration, la gestion et la présentation des collections. Ils sont responsables des entrées, des prêts, des emballages, des transports, du stockage, des formalités douanières et des assurances [...], spécialistes de l'administration des informations, de l'évaluation des risques et de la logistique. Leurs responsabilités premières sont la création et la gestion précise de documents réglementaires et

juridiques ; la garantie de la sécurité des objets, les assurances des œuvres, la manutention, le transport et le récolement des objets ». Registrars Committee. American Museum Association. *Code of Ethics for Registrars*. New York : American Association of Museums, 1984-1998.

10. - En effet, dès le développement des services de régie d'œuvres, les régisseurs ont commencé à travailler – avec plus ou moins de facilité – avec les conservateurs. C'est dans ce contexte qu'ils ont pu, dans certains cas, être considérés par certains comme empiétant sur un « domaine réservé ». Force est de constater que la situation a évolué, sans doute grâce à la reconnaissance du métier mais aussi grâce à l'évolution de la formation initiale des conservateurs à l'INP qui leur présentent maintenant métiers et places des divers intervenants muséaux, chacun pouvant ainsi désormais trouver son intérêt dans la professionnalisation de l'autre.

11. - À titre d'exemple, le Centre Pompidou a consenti en 2012 le prêt de 2 954 œuvres (source : rapport d'activité du Centre Pompidou 2012, p. 238), uniquement des prêts à l'étranger.

12. - Voir à ce titre le développement des expositions qualifiées de « blockbusters ».

13. - MAIRESSE, François. *Le musée hybride*. Paris : La Documentation française (Musées-Mondes), 2010.

14. - On citera pour mémoire la certification ISO 9001 : 2000 obtenue par la régie du Centre Pompidou en 2004.

15. - RUGE, Angelika (dir.). *Référentiel européen des professions muséales*, octobre 2008, ICTOP-ICOM : http://icom.museum/fileadmin/user_upload/pdf/professions/rerereentieldesprofessions.pdf [consulté le 18/05/2016].

16. - CASE, Mary, *op. cit.*, p. 25.

17. - Le positionnement du service de la régie des œuvres du musée des Monuments français (Cité de l'architecture et du patrimoine) est un bon exemple de cette évolution. Par la volonté de Marie-Paule Arnaud, sa directrice de l'époque, le MMF fut un des premiers en 2004 à placer le service de la régie des œuvres au même niveau que les services de conservation, en en faisant un service complètement transversal. Ce n'était alors pas seulement un geste symbolique mais aussi la reconnaissance d'un positionnement égalitaire et complémentaire.

18. - On compte plus de 10 000 objets déplacés au musée du Quai Branly en 2009 et 400 dossiers traités pour des mouvements d'œuvres hors réserves.

19. - Constats de prêts, conventions de prêt, préconisations émises par les restaurateurs, questionnaires aux emprunteurs...

20. - Voir la définition du corps des chargés d'études documentaires.

21. - Fiche RIME FPECUL11 – chargé de collections ou de fonds patrimoniaux et fiche du Répertoire des métiers du ministère de la Culture, fiche CUL11C – régisseur d'œuvres.

22. - Voir la fiche métier n° 05/D/32 du régisseur d'œuvres, CNFPT.

23. - Incluant les établissements publics, les fondations d'entreprises, les centres d'expositions d'art, les galeries, etc.

24. - Voir fiche ROME K1602 – gestion de patrimoine culturel, Pôle Emploi.

25. - DELSAULT-LARDY, Josée, VASSAL, Hélène. « Acteurs et compétences ». *Musées et collections publiques de France*, n° 229-230, 2000, p. 4-7.

26. - CLOUTEAU, Ivan. « Comment penser l'erreur en régie d'art contemporain ? ». *CeROArt*, revue en ligne n°3, 2009 : <https://ceroart.revues.org/1181> [consulté le 27/09/2016], p. 9.

27. - GUILLEMARD, Denis. « Au bonheur d'un jour, les expositions temporaires et la conservation préventive ». *Cahier technique de l'ARAFU*, n°15, p. 8 : « Alors que le monde de l'exposition temporaire est dans l'instant, dans la rapidité d'exécution [...], la prévention est sur le versant opposé, celui de la pérennité, de la continuité. La conciliation de ces deux mondes est possible en adaptant d'un côté les modes de production des expositions temporaires par un travail en amont, par une prise de conscience de la vulnérabilité du patrimoine, par une gestion pointue des risques, et de l'autre en affûtant les compromis entre ce besoin d'éphémère et la nécessité de la durée ».

28. - LEPIGEON, Sylvie, CASANOVA-SPAŁEK, Sophie. « Décrochage-accrochage des salles contemporaines au MNAM-CCI : un grand mouvement d'œuvres ». *Cahier technique de l'ARAAFU*, n° 15.

RÉSUMÉS

L'émergence du musée moderne au XVIII^e siècle a vu la naissance des notions d'inventaire et de catalogage des collections et donc du rôle de la personne qui en était chargée : pour la France, celui qui a pris le nom de *conservateur*. Développé à partir du début du XX^e siècle d'abord dans le monde anglo-saxon, c'est depuis une vingtaine d'années que le métier de « régisseur d'œuvres » s'est véritablement structuré en France. Reconnu depuis un peu plus de 15 ans par la création d'une association professionnelle, de formations de Master spécialisés, d'un concours spécifique, il possède aujourd'hui ses caractéristiques propres au sein de la « famille muséale ». Cette reconnaissance trouve sa source dans l'apparition à la fin des années 1980 de métiers « supports » au musée, convergence d'une hyperspécialisation des métiers de la culture et du patrimoine et d'une professionnalisation de plus en plus importante portée par le modèle anglo-saxon du « registrar ». « Logisticien-préventeur », le régisseur d'œuvres peut prétendre occuper des postes autant dans le secteur public que privé. Devenu l'une des fonctions-clefs dans la gestion des flux des collections dans le cadre de tous les mouvements d'œuvres (particulièrement les prêts et les expositions) et dans la gestion courante des œuvres (inventaire et récolement par exemple), il connaît aujourd'hui une évolution liée à l'émergence de nouveaux enjeux dans les institutions patrimoniales autour de la gestion du risque, de la rationalisation des tâches et des mutations technologiques qui les accompagnent.

Curatorial functions, born with the modern museum's emergence during the eighteenth century and in particular with the nascent concepts of inventorying and cataloguing collections, are organically linked to the figure of the person in charge of drawing up such inventories and catalogues, known in France as a 'conservateur', a curator. But the profession of registrar—in the current sense of the term—emerged later, at the end of the twentieth century. It is rooted in the development, during the late 1980s, of new support and operational functions within the museum, a result of increasing specialisation in culture and heritage employment combined with increasing professionalism inspired by the Anglo-Saxon model of registration. We will describe the emergence of this registrar profession in the 1980s and its maturation at the turn of the century, marked by greater institutional recognition. This included the definition of a registrars' tasks and activities, the formalisation of their employment contexts, the structuration of desk or collection management services, the emergence of seminars and lectures and the creation of professional associations. Beyond the recognition of a profession which is now well defined in the institutional landscape, some recent developments also suggest deeper changes still to come, such as issues regarding specialisation claims, the emergence of diplomas and professional training programmes, competition and/or collaboration with other actors in museum teams. These changes are crucial to understand for young staff entering their profession in an era of profound change in the museum world where risk management, versatility, and adaptability skills have become essential for a concerted practice of conservation.

INDEX

Mots-clés : régisseur d'œuvres, conservation préventive, professionnalisation, technologies de l'information, formations diplômantes, cadre d'emploi, gestion du risque, outils-métiers

Keywords : museum registrars, curators, preventive conservation, professionalisation, information technologies, professional qualifications, employment context, risk management, tools of the trade

AUTEURS

SOPHIE DAYNES-DIALLO

Responsable du département de la production, musée national Picasso sophie.daynes-diallo@museepicassoparis.fr

HÉLÈNE PERREL

Architecte-responsable régie des œuvres, musée des Monuments français/Cité de l'architecture et du patrimoine hperrel@citechailot.fr

HÉLÈNE VASSAL

Chef du service de la régie des œuvres, Centre Pompidou Helene.vassal@centrepompidou.fr